

Restitution du Synode octobre 2023

Document réalisé par JFM le 29 octobre 2023 pour <http://compesieresinfo.blogspot.com>

Table des matières	1
● La place des femmes dans l’Eglise au centre du premier rapport du synode sur l’avenir de l’institution	1
Un changement de culture	2
Des femmes diacres ?	3
« L’écoute est une condition préalable »	3
Des décisions dans un an	4
● Felix Gmür: «Au synode, il n’y a pas de catégorie de personnes»	5
Après un mois d’intenses discussions, la première phase du synode sur la synodalité s’achève le 29 octobre 2023 à Rome. Même si elle laisse ouvertes de nombreuses questions, cette expérience inédite marquera à jamais le fonctionnement de l’Eglise. Mgr Felix Gmür, président de la Conférence des évêques suisses et Claire Jonard, facilitatrice ont livré leurs impressions à cath.ch.	5
«Le message libérateur de Jésus est nécessaire de toute urgence»	9

La place des femmes dans l’Eglise au centre du premier rapport du synode sur l’avenir de l’institution

La première assemblée générale du « synode sur la synodalité » a rendu son rapport samedi 28 octobre. La question féminine et l’inclusion des LGBT ont provoqué des divergences. Les décisions seront prises lors du second rendez-vous, en octobre 2024.

Par Sarah Belouezzane, Le Monde du 29 octobre 2023



Le pape François à la première assemblée générale du synode sur l'avenir de l'Eglise, au Vatican, le 28 octobre 2023. VATICAN MEDIA / VIA REUTERS

Deux années pour changer l'Eglise. Deux années durant lesquelles des délégués, évêques et laïques du monde entier, sont invités, à l'appel du pape, à se retrouver à Rome au mois d'octobre pour discuter, débattre et peut-être décider de changements majeurs, voire historiques dans le fonctionnement de l'Eglise catholique. Samedi 28 octobre vers 21 heures s'achevaient les travaux de la première assemblée générale du synode sur l'avenir de l'Eglise, ou « *synode sur la synodalité* », grand processus de réflexion sur le futur d'une institution à laquelle appartiennent 1,3 milliard de personnes dans le monde.

Une première étape pour un travail qui ne devrait trouver sa conclusion qu'en octobre 2024. Quatre semaines durant, du 4 au 29 octobre, les 365 membres de cette première session ont planché sur la vie de l'Eglise et la façon de l'ancrer plus fortement dans le monde d'aujourd'hui. Afin, entre autres, de mieux faire face aux défis existentiels que sont le manque de vocations et la désertion des fidèles dans certains endroits du monde, ainsi que l'énorme crise des violences sexuelles commises par des prêtres partout sur le globe.

Place des femmes dans l'institution, inclusion des LGBT, plus grande participation des laïcs dans les instances, lutte contre le cléricalisme, à savoir la trop grande place des clercs dans l'institution... autant de sujets qui avaient été mis au menu de l'instrument de travail des délégués réalisé grâce à une consultation mondiale de fidèles.

Un changement de culture

C'est dans la partie plate de la grande halle Paul VI, assis autour de tables rondes marquant l'égalité de tous, qu'ont travaillé les « *pères* » et « *mères* » synodaux afin d'aboutir au document voté samedi soir. Pour la première fois, des laïcs, parmi lesquels des femmes (54 sur les 365 membres de la session), participaient non seulement à l'élaboration du texte mais aussi à son adoption à égalité avec des évêques et même des cardinaux. Donnant ainsi corps au changement de culture profond voulu par le pape François dans une Eglise qu'il aimerait voir plus ouverte à la discussion et au dialogue.

Divisé en 18 chapitres et long de 41 pages, le rapport de synthèse publié samedi soir en italien et dont les Eglises vont devoir se saisir ne contient pour l'instant aucune décision. Chaque thème est séparé en trois, entre points de convergence, propositions et points à résoudre. Si le but de tout le processus était d'introduire une nouvelle façon de discuter ensemble et de gouverner l'Eglise, les sujets abordés ont été bien plus larges.

Sans surprise, ce sont les thématiques liées à la place des femmes qui ont beaucoup occupé les débats pendant quatre semaines. Faisant surgir, dans une atmosphère de discussion certes apaisée, des divergences et des points de vue contraires sur un sujet qui reste encore aujourd'hui particulièrement sensible. Les femmes, leur place, et leur rôle certes perçus différemment en fonction des continents, ont d'ailleurs été évoqués partout dans le monde lors de la consultation des fidèles. Aujourd'hui, ce sont les chapitres qui les concernent qui, bien qu'adoptés, recueillent le plus de votes contre.

Des femmes diacres ?

Il en va ainsi d'un point particulièrement sensible : celui sur la possibilité d'ordonner les femmes diacres. Le rôle de ces ministres du culte consacrés est d'assister les prêtres dans leurs tâches liturgiques. Voilà des années que beaucoup souhaitent renforcer le rôle des femmes dans les églises en leur accordant la possibilité, aujourd'hui réservée aux hommes, d'être ordonnées diacres.

Dans un point à résoudre, il est ainsi précisé que « *certain*s considèrent que cette démarche serait inacceptable car elle serait en rupture avec la tradition ». « Pour d'autres, en revanche, l'accès des femmes au diaconat rétablirait une pratique de l'Eglise primitive. D'autres encore y voient une réponse appropriée et nécessaire aux signes des temps, fidèle à la tradition et capable de trouver un écho dans les cœurs de ceux qui recherchent une vitalité renouvelée. » Ainsi, le document montre bien les divergences apparues sur ce sujet, signe d'une Eglise loin d'être apaisée à cet égard. Soixante-neuf personnes, soit un cinquième de l'assemblée, ont voté contre.

Le deuxième point le plus controversé avec 67 votes contre concerne le même thème. Il s'agit d'une proposition qui appelle à ce que « *la recherche théologique et pastorale sur l'accès des femmes au diaconat* » se poursuive et que les résultats soient présentés lors de la prochaine session en 2024. « *Il va falloir se décider sur cette question cruciale car ça devient vraiment urgent* », estimait d'ailleurs un participant sous couvert d'anonymat.

Les membres ont même suggéré, dans l'un des problèmes à résoudre, lui aussi controversé au regard des votes, que « *les textes liturgiques et les documents de l'Eglise soient plus attentifs non seulement à l'utilisation d'un langage qui tienne compte de l'égalité entre hommes et femmes, mais aussi à l'inclusion d'une gamme de mots, d'images et d'histoires qui s'appuient avec plus de vitalité sur l'expérience des femmes* ».

Une proposition suggère par ailleurs « *de veiller à ce que les femmes puissent participer aux processus de prise de décision et assumer des rôles de responsabilité dans le travail pastoral* ». Et ce même s'il faut adapter le droit canonique en conséquence.

« **L'écoute est une condition préalable** »

Au-delà des femmes, il y a bien sûr la question des LGBT. Le mot présent plusieurs fois dans le document de travail a d'ailleurs disparu du rapport de synthèse au profit d'« *orientation sexuelle* ». La question clive particulièrement dans un contexte de différences d'approches sociétales majeures et d'évolutions des droits des homosexuels entre pays européens, africains ou asiatiques.

Un point lui aussi plus contesté que les autres évoque le fait que « *les personnes qui se sentent marginalisées ou exclues par l'Eglise en raison de leur situation matrimoniale, de leur identité et de leur sexualité demandent à être entendues, accompagnées, et que leur dignité soit défendue* » : « *L'écoute est une condition préalable pour marcher ensemble à la recherche de la volonté de Dieu.* » Le rapport de synthèse indique qu'il faut prendre « *le temps de la réflexion* » sur ces sujets. En cela, il n'avance pas beaucoup par rapport à l'instrument de travail qui se demandait déjà comment rendre l'institution plus inclusive.

Le célibat des prêtres, point qui revient sans arrêt depuis des années, notamment lors du synode sur l'Amazonie en 2019, a lui aussi été évoqué. Certains demandent s'il doit rester obligatoire dans certains « *contextes culturels qui le rendent plus difficile* ». Comme pour les femmes, ce passage a recueilli nombre de voix contre.

Autre point important concernant le gouvernement de l'Eglise, une petite tension autour de la proposition de rendre les conseils pastoraux obligatoires. Ces assemblées composées de laïcs qui aident les évêques dans leur gestion quotidienne des décisions et leur prise de décision ne le sont pas encore. Elles permettent justement de penser le gouvernement de l'Eglise autrement, avec des laïcs plus impliqués et un évêque plus à l'écoute. Or il y a encore nombre de lieux dans le monde, où les prélats n'y ont tout simplement pas recours, régnant en maîtres absolus dans leurs diocèses.

Des décisions dans un an

S'il peut apparaître décevant car il ne contient pas de décisions concrètes, le texte n'est en réalité « *qu'un document de travail, un produit temporaire des travaux* », comme le rappelle un participant sous couvert d'anonymat car soumis au secret. Charge en effet à l'assemblée générale d'octobre 2024 de formuler des vraies propositions concrètes et précises dont le pape pourrait se saisir pour prendre les décisions. Elle devra par exemple se prononcer clairement sur l'accès des femmes au diaconat.

En attendant, les participants ont tous salué une méthode de dialogue inédite dont ils aimeraient qu'elle se diffuse aujourd'hui à toutes les strates de l'Eglise. « *Tout le monde avait voix au chapitre, tout le monde s'écoutait, des femmes, des jeunes face à des évêques qui n'ont pas l'habitude*, se réjouit un participant. *C'est inédit.* » « *On a discuté, c'est déjà ça et c'est beaucoup*, explique un autre. *Ce qui n'était pas discutable, complètement tabou, se retrouve aujourd'hui sur la table.* » Reste à savoir si cette méthode, ce « *changement de culture* » voulu par François, va se diffuser. Et si les fidèles, impatients de voir les résultats du synode, seront satisfaits de ce qu'il en est sorti samedi. Rendez-vous dans un an.

Sarah Belouezzane

Envoyé de mon iPhone

[Pages Synode de cath.ch](#) (accès payant)

[Publié dans cath.ch le 27 octobre.](#)

Felix Gmür: «Au synode, il n'y a pas de catégorie de personnes»

16

Après un mois d'intenses discussions, la première phase du synode sur la synodalité s'achève le 29 octobre 2023 à Rome. Même si elle laisse ouvertes de nombreuses questions, cette expérience inédite marquera à jamais le fonctionnement de l'Eglise. Mgr Felix Gmür, président de la Conférence des évêques suisses et Claire Jonard, facilitatrice ont livré leurs impressions à cath.ch.

Maurice Page, cath.ch, envoyé spécial à Rome

La lettre au peuple de Dieu de l'assemblée synodale met l'accent sur l'expérience inédite de faire asseoir à la même table tous les baptisés.

Felix Gmür: C'est décisif, nous sommes assis les uns en face des autres, autour d'une même table. Nous nous voyons, nous sommes proches, nous nous écoutons sans jugement. C'est très différent des autres séances du synode des évêques dans une aula où chacun montait au pupitre pour un discours de trois ou quatre minutes.

«On ne dit pas quelque chose pour se faire bien voir de tel ou tel. La parole des évêques ne domine pas.»

Claire Jonard

Claire Jonard: Mon rôle de facilitatrice consiste à permettre que chacun-e puisse prendre la parole de manière équitable. C'est un service d'écoute et de discernement pour une parole libre. Ce qui me frappe est que tout le monde peut tout dire. On ne dit pas quelque chose pour se faire bien voir de tel ou tel. La parole des évêques ne domine pas. Pour chaque table, il y a un facilitateur ou une facilitatrice, un secrétaire et un rapporteur élu par le groupe. Cette méthode permet un vrai échange. Pour moi, la fonction de facilitatrice tient un peu de celle d'accompagnatrice spirituelle. Il y a quelque chose que l'on entend, que l'on reçoit que l'on garde, qui grandit, qu'il faut parfois reformuler. Ce qui demande une certaine ascèse pour ne pas orienter le débat.

Le constat principal reste celui de la grande diversité de l'Eglise.

F.Gmür: Pour la durée du synode, nous avons changé quatre fois de table, quatre fois de rapporteur et quatre fois de facilitateur. Donc on peut vraiment parler d'un mélange et d'une grande diversité.



Mgr Felix Gmür | Maurice Page

La méthode consiste à d'abord écouter le témoignage de chacun. Ensuite nous constatons les convergences ou les divergences, sans porter de jugement. Par exemple, nous avons voté pour dire que tous étaient d'accord sur le constat des divergences.

A partir de là, nous déterminons les questions qui restent ouvertes, en vue d'élaborer des propositions.

La vision de la salle du synode avec les personnes disposées en cercle autour de 35 tables a été aussi très symbolique.

C. Jonard: Je me plais à reprendre la symbolique de la table, celle sur laquelle on partage la parole, mais aussi le pain de l'eucharistie. Nous avons partagé comment l'Évangile est vécu dans tous les pays du monde. C'est quelque chose de fort.

Un autre aspect, peut-être plus inattendu, est l'importance accordée au silence.

F. Gmür: Chaque personne dispose de trois à quatre minutes pour s'exprimer ou donner son témoignage à partir de sa réalité vécue. Après trois ou quatre prises de paroles, au lieu de répondre ou de contredire, nous prenons un temps de silence de 3 ou 4 minutes pour recevoir, intérioriser et digérer ces témoignages.

Lorsque nous recevons le témoignage d'un pays en guerre ou en conflit, d'un peuple souffrant de la faim, il faut prendre le temps de l'assimiler pour l'aborder à l'aune de la mission de l'Église, à savoir le salut en Jésus-Christ. Ce peuple participe à la croix du Christ et les souffrances du monde sont très présentes dans la salle du synode, évidemment avec le conflit entre la Palestine et Israël qui a rebondi au début du synode.

«Le pape François a voulu un synode des évêques 'élargi'. Personne ne regarde si son interlocuteur est laïc homme ou femme ou un évêque.»

Mgr Félix Gmür

Une des grandes nouveautés est la présence de laïcs, hommes et femmes. Mais dans une assemblée formée de deux tiers d'évêques comment ont-ils pu s'exprimer?

F. Gmür: Le pape François a voulu un synode des évêques 'élargi'. Personne ne regarde si son interlocuteur est laïc homme ou femme ou un évêque. Je pense que chacun et chacune a pu s'exprimer et être écouté. A mon avis, il devrait y avoir encore plus de femmes.

Lors de la phase préparatoire, les catholiques de Suisse ont présenté des 'revendications' portant sur la bénédiction des couples homosexuels, l'ordination sacerdotale des femmes et l'abandon du célibat obligatoire pour les prêtres. Comment ont-elles été portées et entendues?

F. Gmür: Dès le départ, nous savions que cette assemblée n'était pas là pour prendre des décisions, mais plutôt pour discerner les questions ouvertes sur lesquelles le synode devra discuter à l'avenir. Nous avons tout mis sur la table pour se rendre compte s'il s'agissait d'un thème ou non. L'accueil des personnes homosexuelles, la place des femmes et le célibat des prêtres en font partie.



Claire Jonard | © Maurice Page

C. Jonard: Nous sommes pas dans la phase finale du synode mais seulement dans sa première mi-temps. Le chemin reste à faire. Ce n'est pas un point final, mais une étape. Nous n'avons pas eu du tout deux blocs antagonistes qui se sont affrontés. Nous sommes toujours restés capables d'admettre les désaccords et même d'en rire ensemble. Je pense que cela nous a tous transformés.

Aux yeux de certains, le synode risque bien de s'égarer en route?

F. Gmür: Je n'ai pas du tout cette impression. Mais de temps en temps, il faut se garer pour se ressourcer.

A votre retour en Suisse, qu'allez vous dire aux personnes qui attendent des réponses concrètes et rapides à leurs demandes?

F.Gmür: Cela reste à déterminer. Nous allons d'abord partager l'expérience vécue et travailler au niveau local.

Une des solutions envisagée serait la décentralisation de l'Eglise, par continent, régions ou conférence épiscopale.

F. Gmür: Je l'ai déjà suggéré. L'analyse a toujours été ancrée dans des situations concrètes régionales et nous avons constaté un grand degré de diversité. La question est de gérer cette diversité tout en préservant l'unité. Mais l'expérience vécue me rassure et m'édifie.

Pour certains commentateurs, la lettre au peuple de Dieu rédigée par l'assemblée du synode est un geste d'autonomie, voire de défiance envers le pape François.

C.Jonard: Non pas du tout, d'ailleurs le pape était présent lors de la discussion et des votes, et il a signé la *lettre au peuple de Dieu*. Pour moi, cette lettre est précisément un signe de la synodalité que nous recherchons. (cath.ch/mp)

«Le message libérateur de Jésus est nécessaire de toute urgence»

Malade, la troisième déléguée suisse, Helena Jeppesen-Spuhler n'a pas pu participer à l'entretien avec cath.ch. Elle avait répondu la veille, avec Mgr Gmür, aux questions de kath.ch. En voici quelques extraits:

Annalena Müller, kath.ch / traduction adaptation Maurice Page

Quelle est l'ambiance au synode?

Helena Jeppesen-Spuhler: L'ambiance est bonne. Même s'il y a bien sûr aussi des phases de tension. Car sur certains sujets, les positions sont très différentes. Mais l'ambiance est toujours multiculturelle. Et c'est agréable. (...)

Quelle est l'importance de la ligne de démarcation – les laïcs d'un côté, les évêques de l'autre ?

Cette ligne de démarcation n'existe pas. Les positions divergentes ne se basent pas sur les laïcs et les évêques. Ce sont plutôt des aspects culturels qui jouent un rôle. Nous avons tous le même temps de parole. Même si certains évêques n'y sont pas habitués. Il leur arrive de parler sept minutes au lieu de quatre...

Le document final sera avant tout un résumé des discussions et des points de vue. Le synode se déroule-t-il aussi harmonieusement parce qu'on ne doit rien décider cette année? Oui. Je m'attends néanmoins à des moments difficiles. Par exemple, si l'un des thèmes centraux – comme le rôle des femmes dans l'Église – devait faire l'objet d'un vote bizarre. C'est déjà un sujet clé ici. Et je pense que le document final mettra les Églises locales face à leurs responsabilités. (...)



Mgr Felix Gmür et Helena Jeppesen entourent le pape François | DR

L'ouverture à la diversité est une chose qui distingue le pape François. Ce pluralisme d'opinion est-il un pas radical du point de vue de la politique ecclésiale?

C'est peut-être difficile à imaginer pour beaucoup de jeunes, mais c'est déjà une petite révolution en termes de politique ecclésiale. Il n'y a pas de sujets tabous. Cela n'a pas toujours été le cas. Sous Jean Paul II (1978-2005), l'admission des femmes aux ministères ordonnés était un sujet qui ne pouvait pas être discuté. (...)

Nous parlons beaucoup ici de la mission de l'Église. (...) Le message libérateur de paix, de justice et de réconciliation de Jésus de Nazareth est nécessaire de toute urgence! Nous devons pouvoir le transmettre de manière crédible. Et pour cela, nous devons entreprendre des réformes. MP